

## Attac : un programme encore loin de nos intérêts

Jeunes, dynamiques, résolus : c'est une impression plutôt agréable que donnent les images des manifestations de ceux qui se disent altermondialistes, comme Attac, ou encore la Confédération Paysanne de José Bové.

Ils veulent une autre mondialisation. Ils dénoncent bien des tares du monde actuel ; les gâchis dûs à la haute finance, les inégalités énormes et de plus en plus graves entre pays riches et pauvres, la misère des petits paysans, les dégâts faits à l'écologie de la planète.

Nous-mêmes, à L'Espoir et L'Ouvrier, avons repris et utilisé des chiffres, des faits, donnés par ces courants d'idées. Mais nous devons ajouter que nous ne sommes pas pour autant d'accord avec leur programme.

Attac, c'est une abréviation qui veut dire « Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens ». Les transactions financières, ce sont ces milliards qui circulent chaque jour, entre les bourses des pays riches, ou entre les quelques dizaines de très grosses entreprises multinationales, qui commandent l'économie mondiale. La majorité de cet argent ne sert qu'à spéculer : on achète pas trop cher, en espérant revendre avec un bénéfice. Les propriétaires de ces capitaux, grosses compagnies d'assurances, banques ou fonds de pension, ont tellement de moyens qu'ils sont capables de faire s'écrouler l'économie d'un ou plusieurs pays.

Attac propose de taxer cette activité, par une taxe de 1 pour 1000. Un euro pour 1000 euros échangés. Elle espère ainsi faire une cagnotte de quelques dizaines de milliards, avec laquelle l'on pourrait améliorer un peu le sort des plus démunis dans le monde.

Mais afficher un tel programme, c'est accepter que cette spéculation pourrie existe. Et c'est avoir besoin d'elle pour se trouver des moyens d'agir. On ne combat pas le banditisme en taxant les voleurs ! Nous, nous nous disons clairement contre l'existence de cette activité, contre l'existence donc de ces capitalistes privés qui peuvent jouer avec l'argent de pays entiers, et la vie des peuples.

Ceux qui rédigent le programme d'Attac manquent-ils d'intelligence pour ne pas voir que, si leur taxe était mise en place, eh bien, ils deviendraient aussitôt des otages, dépendant de ces puissances financières, dont ils disent tant de mal ?

Nous sommes pour faire une distinction. Il y a propriétaire et propriétaire. Etre propriétaire de biens personnels, c'est bien sûr admissible. Mais devenir propriétaire de terres immenses, d'usines, de capitaux, c'est-à-dire de moyens de produire les biens de la collectivité, ça, nous le mettons en cause. Car ces moyens ne viennent pas du travail de celui qui en est propriétaire. Ils ont nécessité le travail de milliers et de milliers de gens, durant des générations : ils doivent appartenir à la société, ils doivent revenir à la collectivité.

La majorité des gens qui font le programme d'Attac et des organisations qui en sont proches sont des enseignants, des universitaires. Ils sont sans doute sincèrement touchés par la situation dans laquelle le système capitaliste a mis la planète. Ils souhaiteraient du fond du cœur que la pauvreté, la faim, la maladie, reculent.

Mais eux-mêmes sont loin de vivre parmi les plus pauvres. Ni même dans le monde du travail, de plus en plus exploité. Intellectuels généreux, ils ont fait un premier pas : critiquer le système dans lequel ils vivent, même s'ils y vivent plutôt bien.

Pour se donner les vrais moyens de changer le monde, il faut oser faire un second pas. Dénoncer la propriété privée capitaliste, qui est au cœur de l'injustice générale. Accepter la violence des opprimés lorsque les possédants les y obligent. Et appeler les choses par leur nom : ce que nous avons en face de nous, c'est le capitalisme.